

Yorkton. Certains députés attachent peu d'importance à ces entreprises. Elles sont rarement mentionnées dans le *Globe and Mail* ou dans le *Journal* de Wall Street, mais elles sont là et je rappelle leur existence au gouvernement. Qui les font vivre? Surtout la communauté agricole de l'Ouest du Canada. Elles lui fournissent les services et les machines dont elle a besoin et elles offrent aux populations des villages et villes de l'Ouest du Canada des produits dont elles ont besoin et, elles font de bonnes affaires et réalisent des profits. On n'en tiendra aucune compte.

A-t-on l'intention d'offrir des remises aux grandes sociétés, rendant ainsi encore plus difficile la survie des entreprises de ce genre? Après quoi, monsieur l'Orateur, ou peut-être même avant, car je considère la collectivité en bloc, on commencera à s'intéresser à la communauté agricole, aux gens qui sont les producteurs de matières premières, aux acheteurs des biens et services que fournissent ces entreprises. J'ai demandé au ministre chargé de la Commission du blé aujourd'hui de nous dire quelle est la politique au sujet des ventes d'orge et de malt sur le marché américain. La réponse que j'ai obtenue n'était pas claire. Elle ne nous apprend certainement rien. Le seigle qui est aussi un produit agricole est en bien plus mauvaise posture même que l'orge.

• (8.10 p.m.)

**Une voix:** Mais l'alcool de seigle se boit.

**M. Gleave:** Je parle de la denrée première. Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a dit qu'on étudierait la question, si je me souviens bien de son discours, denrée par denrée, et que les dispositions de la loi sur le soutien des prix agricoles entreraient en jeu. Les céréales dont j'ai parlé ne sont pas couvertes par cette mesure, pas plus que de nombreux autres produits que je pourrais citer.

La Commission canadienne du lait fait maintenant la pluie et le beau temps dans l'industrie laitière. Voici ce qu'a eu à dire George McLaughlin avant l'élaboration de la mesure législative dont nous sommes saisis:

«Notre principal problème est qu'il y a pénurie de lait en Ontario,» a dit M. McLaughlin. «L'Ontario n'aura pas assez de beurre cette année, ses réserves de lait diminuent et il se peut même que la province doive importer du fromage cheddar si les Britanniques continuent d'en acheter autant que maintenant.»

Créer une pénurie de produits laitiers en Ontario est tout un exploit. C'est comme créer une pénurie de blé en Saskatchewan. Mais, apparemment, le gouvernement y a réussi. Au dire de ceux qui s'y connaissent, les efforts du gouvernement ont été couronnés de succès.

**M. Woolliams:** Voilà l'ennui avec le socialisme, même l'agriculture s'en ressent.

**M. Gleave:** Nous ne nous en sommes pas tirés si mal. Exploiter une ferme pendant des années exige de grands efforts. J'ai réussi à le faire, mais ne me poussez pas trop loin: Le gouvernement doit clairement exposer à la Chambre ce qu'il entend faire au sujet des porcs et du bétail dans le programme de soutien des prix pour garder l'agriculture viable et aider l'industrie laitière et les pro-

ducteurs de pommes de terre. Les cultivateurs de l'Île-du-Prince-Édouard barrent les routes pour protester contre les politiques agricoles en vigueur jusqu'ici. Ceux de l'Ontario font du piquetage et ils convainquent les gens de ne pas acheter certains produits de fabriques de la province. A mon avis, les cultivateurs n'agissent pas ainsi à la légère mais seulement en désespoir de cause.

Le gouvernement a prévu un programme de stabilisation pour le grain et le blé, dont la Chambre est toujours saisie, qui propose de déduire 2 p. 100 des ventes brutes des six sortes de grains produits dans l'Ouest. Étant donné la situation actuelle des cultivateurs, le programme devrait être retiré, car leur fardeau est déjà assez lourd. Le gouvernement parle de verser 100 millions de dollars à l'agriculture, mesure qu'il devrait prendre tout de suite. J'ai donné des chiffres qui montrent la gravité de la situation actuelle qu'on ignorait jusqu'à maintenant.

Il ne faudrait pas oublier que l'agriculture est une industrie primaire. Elle produit des dollars et un pouvoir de dépenser. Une de nos premières préoccupations devrait être d'assurer qu'elle demeure bien portante. Cette industrie crée des emplois non seulement dans les fermes mais aussi dans les industries au service de ces fermes. L'agriculture est une industrie renouvelable qui subsistera pendant des générations à moins que nous n'en abusions ou que nous ne la détruisions. Cependant, je le répète, le gouvernement n'a donné aucune précision sur ses intentions au sujet de cette industrie.

Les États-Unis ont décidé d'imposer des restrictions à l'importation. Que la Chambre se reporte à 1966 et 1967 alors que le Canada cherchait à persuader les États-Unis de renouveler l'accord international sur le blé et que ce pays s'y refusait. Les États-Unis refusaient de participer à un accord assurant aux pays producteurs de blé une part égale du marché et des prix raisonnables. Cette décision ne venait pas de nous mais des Américains. Par conséquent, nous avons conclu un arrangement international sur les céréales qui n'était pas sous les auspices des Nations Unies mais a été formulé à une conférence de l'Ouest. Cet arrangement nous a laissés face à un avenir incertain et le prix minimum du blé n'a pas été respecté. Nous autres, Canadiens, avons essayé d'appuyer cette entente en dépit du manque d'intérêt manifesté par les États-Unis et certains autres pays. La situation actuelle n'est que la suite du manque d'intérêt des États-Unis pour une entente internationale sur la commercialisation de cette denrée en particulier. Les États-Unis veulent en dicter les termes, et c'est ce qu'ils font. Nous devons les accepter et prendre nos propres décisions.

J'ai entendu hier le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault), je crois, admonester le chef de notre parti parce qu'il avait osé parler de la création d'un Canada indépendant. J'ai entendu des députés à ma droite tenir des propos semblables. La Chambre me permettra de rappeler qu'il y a eu au Canada des gens qui croyaient à la possibilité d'un Canada indépendant et souverain. L'un des premiers fut sir John A. Macdonald qui construisit pour cette raison un chemin de fer d'un bout à l'autre du Canada. N'avons-nous pas le courage en 1971 de croire à la possibilité de cette indépendance? J'appuierais quicon-